

# Lutte contre les changements climatiques : Pollueurs payeurs ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 10 SEPTEMBRE 2022

# 1220

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Sports

## Mossa Ag Attaher cherche-t-il à gruger les finances ?



Prêts fictifs de 200 milliards à la BMS-Sa :  
L'ex DG Alioune Coulibaly, l'homme à abattre ?



Opération Barkhane : Macron officialise la fin



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**09** Sept.  
2022

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**362**

Nouveaux cas confirmés

**02**

Nouveaux guéris

**02**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**522 996** Vaccinations incomplètes

**2 185 863** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 741**

**Guéris**

**31 914**

**Décès**

**742**

dont 7 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.15



P.21



## / Une /

Sports : Mossa Ag Attaher cherche-t-il à gruger les finances ?

P.5

## / Brèves /

Lettre à grand-père : Que le mythe d'Assimi reste !

P.10

Message du Secrétaire Général de l'ONU publié à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes - le 2 novembre 2022.

P.10

Suspension de JOLIBA TV NEWS : SADI condamne et appelle à la mobilisation des démocrates

P.11

Mali : Une opération ville morte à de Gao contre la dégradation sécuritaire dans la région nord

P.11

Mali : Commémoration de l'an ii de la disparition du président ATT

P.12

## / Actualité /

Prêts fictifs de 200 milliards à la BMS-Sa : L'ex DG Alioune Coulibaly, l'homme à abattre ?

P.14

Lutte contre les changements climatiques : Pollueurs payeurs ?

P.15

Commissariat à la Sécurité Alimentaire : Des résultats probants malgré les difficultés conjoncturelles

P.17

Communiqué de presse MINUSMA

P.18

## / Politique /

Transferts de compétences des ressources de l'état aux collectivités territoriales :

Rattacher les ressources nécessaires aux compétences transférées

P.20

Nouvelle constitution : CRI 2002 fait des propositions

P.21

## / Culture & société /

Vendeurs ambulants aux feux : Des cas de mendicité déguisée

P.22

## / International /

Opération Barkhane : Macron officialise la fin

P.23

Éric Zemmour : Le Grand Remplacement

P.24

Après la chanson : La jeune artiste nigérienne dit être prête à épouser un guinéen

P.25

" A cause de son admiration pour Toumba"

## / Sport /

Mondial 2022 : Le Sénégal suspendu au sort de Sadio Mané

P.26

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : [ampikile@gmail.com](mailto:ampikile@gmail.com)

Site Web : [www.malikile.com](http://www.malikile.com)

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO





**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Sports **Mossa Ag Attaher cherche-t-il à gruger les finances ?**

A quoi joue le ministre Mossa Ag Attaher ? La question mérite d'être posée au regard de quelques faits assez troublants. En effet, comment comprendre que, pour la prise en charge des dépenses relatives à la participation de l'équipe nationale de Cricket aux éliminatoires de la Coupe du Monde, évaluée à 2.415 000 F, le Ministre de la Jeunesse en vienne à solliciter plus de 45 millions à son collègue de l'Économie et des Finances. Si ce n'est pas une tentative de surfacturation, ça en a tout l'air... Mossa Ag Attaher a désormais l'obligation d'éclairer la lanterne des maliens sur cette sombre affaire.

**E**n effet, Mossa Ag Attaher a requis, auprès du Ministère des Finances et de l'Économie, 45, 8 millions pour la prise en charge des dépenses relatives à la participation de l'équipe nationale de Cricket aux éliminatoires de la Coupe du Monde. Ce à quoi

le département des finances a opposé une fin de non-recevoir. « **J'accuse réception de votre lettre ci-dessous référencée, à travers laquelle vous avez sollicité des crédits d'un montant de 45 885 000 F CFA, pour la prise en charge des dépenses re-**

latives à la participation de l'équipe nationale de Cricket aux éliminatoires de la Coupe du Monde prévues à Kigali du 29 au 10 décembre 2022. En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que les contraintes budgétaires ne laissent entrevoir aucune





**marge pour la prise en charge de cette dépense ».**

On s'étonne des sommes avancées par le ministre Attaher, lorsqu'on sait que le budget réel de cette prise en charge est fixé à de 2,4 millions, selon la note technique du 28/06/2022 à notre disposition. Plus précisément, indique le document, « **Le projet du budget relatif à la participation s'élève à la somme de deux millions quatre cent quinze mille francs CFA (2.415 000 FCFA)** », répartis comme suit : la prise en charge des maillots pour un montant de 750.000F ; du training pour un montant de 261.000F CFA ; des perdiems pour un montant de 1.402.500f.

La prise en charge des passeports pour un montant de 825.000 FCFA, du test COVID pour un montant de 375 000FCFA ; de la vaccination fièvre jaune pour un montant de 52 000 ; du visa d'entrée pour un montant de 510.000 FCFA. Toutes ces sommes sont à la charge de la fédération malienne des crickets.

Pourquoi, alors, Mossa Ag Attaher sollicite-t-il 45 millions en lieu et place de 2,4 millions ? Pour la crédibilité de la transition et du Mali Kurra, il est indispensable que le Ministre de la jeunesse s'explique, ou soit contraint de le faire ! Car, les Maliens observent...

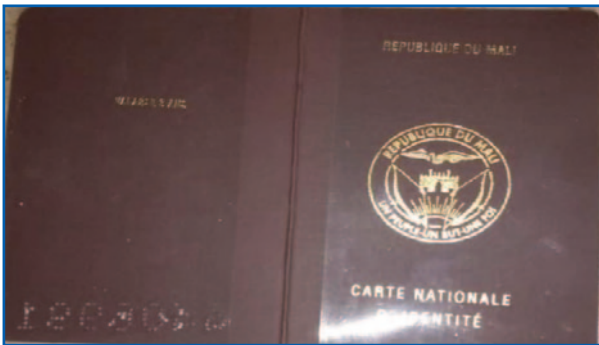
Anguimé Ansama



## ■ FIGARO DU MALI



Le Directeur régional de la police nationale de Bougouni le contrôleur général de police Gaousou Samaké porte à la connaissance de la population que le commissariat de Bougouni est en rupture de carte d'identité nationale. A cet effet l'instruction a été donnée aux agents de police de tolérer toute personne possédant une carte d'identité en péremption dans la ville de Bougouni et environs lors des patrouilles ou autres contrôles de routine, jusqu'à nouvel ordre. Par la même occasion, il rappelle la population que les cartes NINA, les passeports et les permis de conduire remplacent de plein droit la la carte d'identité nationale . La population sera informée dès l'acquisition de nouveau stock de carte d'identité. Le Directeur sait pouvoir compter sur la bonne compréhension de tous merci



## ■ Justice Mali Justice



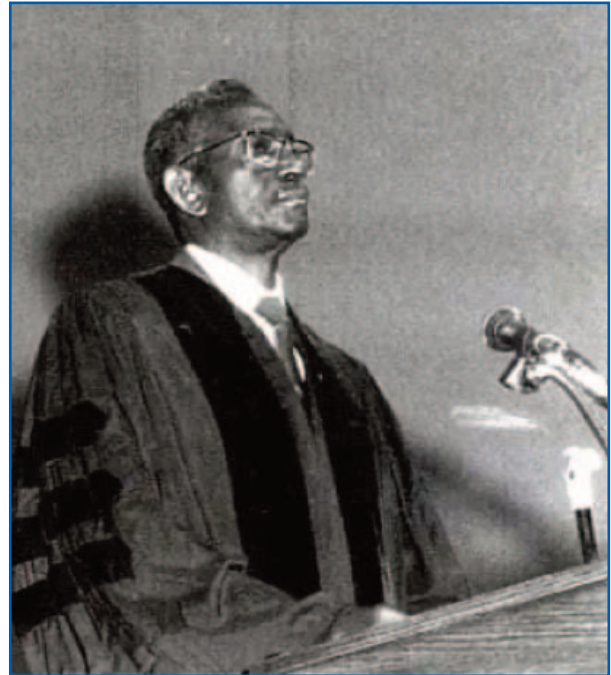
Mama lah/Nouhoun Togo C'est le reste du film qui sera doux au tribunal de la commune 4  
NB: tous les maliens sont égaux devant la loi même les riches ont des droits !

## ■ Livres AU Sénégal



"Le Noir ignore que ses ancêtres qui se sont adaptés aux conditions matérielles de la Vallée du Nil, sont les plus anciens guides de l'humanité dans la voie de la civilisation; que ce sont eux qui ont créé les arts, la religion (en particulier le monothéisme), la littérature, les premiers systèmes philosophiques, l'écriture, les sciences exactes (physique, mathématiques, mécanique, astronomie, calendrier...), la médecine, l'architecture, etc. à une époque où la Terre entière (Asie, Europe : Grèce, Rome) était plongée dans la barbarie. Ignorant les faits historiques qu'on prend soin de lui cacher, ou de déformer avant de les lui enseigner, il en est arrivé à épouser le point de vue que l'enseignement colonialiste a constamment chercher à

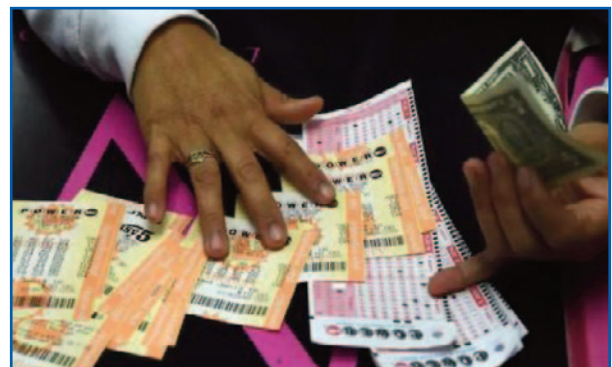
lui inculquer pour s'assurer sa docilité : à savoir qu'il n'a pas d'histoire ou de culture comparable à celle de l'Europe, qu'il est donc fait pour obéir et non pour organiser ou assumer des responsabilités. Il en résulte un manque de confiance en soi et en ses propres possibilités, ce qui est fatal à une oeuvre aussi positive qu'une lutte de libération nationale" Alerte sous les tropiques, Cheikh Anta Diop, page 48.



## ■ Walimedias



Un joueur de Californie a gagné 2,04 milliards de dollars US à la loterie, a annoncé mardi le site officiel Powerball, un record mondial après des mois sans grand gagnant. Un seul ticket gagnant, avec les numéros 10, 33, 41, 47, 56 et 10 pour le «Powerball», a été identifié à travers les États-Unis, selon Powerball. «La loterie de Californie produit le PREMIER milliardaire de son histoire!», a tweeté California Lottery mardi, qui précise que le «ticket chanceux a été vendu à Joe's Service Center à Altadena»...





## ■ Daba Diallo

Je serai également absent devant les télévisions et seulement si Sadio MANÉ est forfait pour la coupe du monde.



## ■ Nouhoum Togo

Bravo Le Réal de Bamako est qualifié pour la phase de groupes de la coupe CAF



## ■ NIANG TV

"Selon mes informations, mon cousin Nouhoum Togo fait l'objet d'une plainte de Mama LAH au tribunal de la commune VI pour injures par le biais d'un système d'information".  
Ammy Baba Cissé



## ■ Moussa Sey Diallo

Le jour où la majorité du peuple du Mali saura que nos problèmes viennent de nous même, ce jour là nous réglerons la majorité de nos déboires.



## ■ Ibrahim Ikassa MAIGA

#REFONDATION : LE SIGRH PREND FORME  
Initié dans l'objectif de pallier aux nombreux problèmes qui entravent les efforts de l'Etat dans la gestion des Ressources Humaines de l'Etat et des Collectivités territoriales, les activités du processus de création du Système In-



tégré de Gestion des Ressources Humaines, lancées le 24 Mai dernier, par le Président de la Transition, vont bon train.

Dans la suite du processus, et en parallèle avec la phase de recensement, l'atelier sur la conception et le développement de l'application de base des données du système a débuté ce mercredi 09 novembre 2022.

L'atelier qui durera 5 jours, se veut être un cadre d'échanges et de partage d'expérience, de formulation de propositions en vue de la conception de l'application SIGRH sur la base d'une approche participative mettant en valeur les compétences internes à l'administration publique, comme instruit par les plus Hautes Autorités de la Transition.

L'application qui sera ainsi développée sera reliée à celle des données du RAVEC pour la confrontation avec les données biométriques des agents afin de disposer des données fiables et sécurisées sur les effectifs des fonctions publiques de l'Etat et des Collectivités territoriales.

Pour le Secrétaire Général du département de la Refondation de l'Etat, non moins président de séance, les échanges permettront de définir l'approche méthodologique pour garantir la sécurisation des données personnelles et administratives enregistrées dans la base.  
C-COM /MRE



## ■ Mamadou Ismaila KONATE

Tout se passe comme si Gao et le reste des territoires ne font plus partie de l'ensemble national ...des appels au vu et au su de tous, dirigeants de la transition en 1er, sans que nulle voix ne se lève pour assurer, rassurer qu'il s'agit du Mali...#Mali #UnitéNationale #Danger



## ■ Ammy Baba Cisse

Les enseignants de Menaka décident d'arrêter les cours après l'assassinat de deux personnes ce mercredi.







## ■ Cheknito Cousin Bonzaya

Prompt Rétablissement à toi Sadio Manè !!!



## ■ Bah Bigsoul224

MAN FAVOLO TOUMBAREK assis sereinement écoutant son garde de corps Cécé confirmé tout ce qu'il a dit



## ■ Macky Sall



Sadio, je te souhaite prompt rétablissement suite à ta blessure lors du match Bayern-Werder Brême. Comme je te l'ai dit: Sadio, cœur de Lion ! De tout cœur avec toi ! Dieu te bénisse !

## ■ Abdoul Mbaye

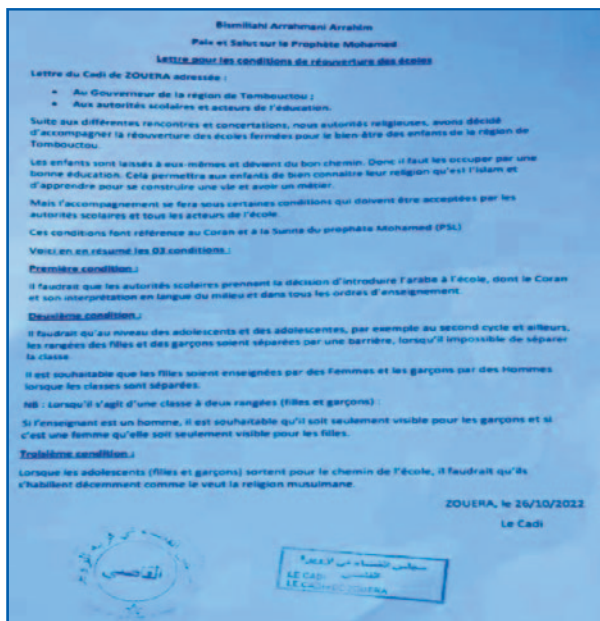


Afin de nous rassurer sur l'inexistence de débats informels entre le Président, ses hommes et le Conseil constitutionnel, le Ministre de la justice doit présenter le document écrit et signé par les juges rejetant la disposition transitoire non retenue selon ses dires en 2016.

## ■ Serge Daniel



#Mali-Jihadistes-Education/ De manière séparée deux sources crédibles viennent de m'expédier ce 9/11/ le document des Jihadistes qui fixent leurs conditions pour que sur le territoire malien ( Nord-ouest) des écoles fermées ouvrent à nouveau portes et fenêtres:



## Lettre à grand-père : Que le mythe d'Assimi reste !



**Il nous reste aujourd'hui 16 mois de fin de la transition. Nous avons tous intérêt que le mythe du colonel Assimi Goïta reste et à jamais. Oui cher grand-père, aujourd'hui, un lourd mythe entoure le Président de la Transition. Le mythe du libérateur et du sauveur du Mali et de l'Afrique. Le mythe d'être les Pères des indépendances. Le mythe de dire Non à l'impérialisme et de le vaincre. Que ce mythe reste et à jamais. Amine !**

Oui cher grand-père, si Thomas par son dynamique intelligent, Rawlings par son pragmatisme, Sékou Touré par sa conviction et Mobibo Keita, son esprit, ont pu susciter l'espoir de l'indépendance et du développement, le colonel Asimi par son silence, a su s'entourer de tous les mythes et le voilà, libérateur et sauveur. Que ce mythe reste et que jamais la lumière du temps ne l'atteigne.

Cher grand-père, si tu pouvais murmurer aux oreilles du colonel, je dis bien murmurer hein, j'ai peur de la hache de la Haute Autorité de la Communication (HAC), donc murmure à ses oreilles ceci : Assimi pars avant que le voile se lève sur le mythe. Organise les élections et pars. Non seulement tu reviendras mais ton mythe restera à jamais dans les têtes et jusqu'à la réalisation du rêve malien et africain, tu porteras le nom de celui qui a donné le coup de sifflet à la révolution.

Oui grand-père, murmure à ses oreilles, ne lui dis pas que c'est moi, sinon je serais taxé de "Fasoden Djougou-apatride", ceux qui ont sauté la citoyenneté pour être des vrais patriotes diront que j'ai été vendu. Donc murmure mais ne lui dis jamais. Murmure mais jamais sur la chaîne Djoliba et BFM-TV, murmure aux oreilles seules du colonel sans témoin, ni la HAC, ni la Maison de l'information patriotique ne doivent entendre.

Murmure et dis doucement : Assimi pars avant de quitter. Pars, tu reviendras grand. Prends les choses en main, sois décisif et assume-toi. Pars pour revenir avant de quitter pour ne jamais revenir. Prends la grande porte de la gloire, la porte de la parole donnée. Fais-le pour le Mali et pour l'avenir. Fais-le pour ne pas porter le mauvais chapeau. La plupart des soutiens du pouvoir deviennent des calçons (cachés), après les chutes.

Cher grand-père, Assimi et son mythe sont comme un dernier espoir à

## Message du Secrétaire Général de l'ONU publié à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes - le 2 novembre 2022.

Une presse libre est indispensable à la vie des démocraties : elle dévoile les méfaits, aide à comprendre la complexité du monde et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable. Pourtant, plus de 70 journalistes ont été tués cette année, uniquement pour s'être acquittés de ce rôle dans la société. Ces crimes sont rarement élucidés. Parallèlement, le nombre de journalistes emprisonnés a atteint un niveau record et les menaces d'incarcération, de violence et de mort se font chaque jour un peu plus pressantes.

L'explosion de la désinformation, du harcèlement en ligne et des discours de haine, en particulier envers les femmes journalistes, entrave le travail des médias partout dans le monde. L'intimidation par l'argent ou le droit complique la tâche de celles et ceux qui cherchent à faire rendre compte aux puissants. Cette évolution représente une menace non seulement pour les journalistes, mais aussi pour la société en général.

Le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes a pour but de permettre aux professionnels des médias de faire leur métier librement et en toute sécurité. À l'occasion du dixième anniversaire du Plan, j'invite les États et la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour protéger les journalistes. Nous devons mettre fin à cette culture de l'impunité présente partout et laisser les journalistes faire le travail essentiel qui est le leur.

En cette Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, saisissons l'occasion qui s'offre à nous de rendre hommage aux professionnels des médias et de défendre la liberté, la justice et les droits humains pour toutes et tous.

Source : Minusma



l'ordre national. Il a incarné l'espoir et après lui, si jamais il échoue, le Mali perdra tout et la désolation risque de s'installer pour très long-temps. Le colonel est devenu notre dernière balle, on ne la tire pas, on la réserve. Pour ce faire, en attendant la semaine prochaine pour ma 45ème lettre, reçois mes salutations sincères. Je n'ai rien dit.

Lettre de Koureichy

Source : Le Matin



**Suspension de JOLIBA TV NEWS : SADI condamne et appelle à la mobilisation des démocrates**



**D**ans un communiqué, le parti Sadi a condamné la suspension de Joliba TV News par la HAC et a exprimé son soutien total à nos confrères. Aussi, le parti du Dr Oumar MARIKO a lancé un appel à la mobilisation générale de tous les démocrates et de tous les Maliens, des associations de défense de la presse, pour défendre les libertés publiques, notamment la liberté de presse et d'expression chèrement acquise et dire non à la conspiration du silence.

**Communiqué**

La Haute Autorité de la Communication (HAC) vient de perpétrer un attentat à la liberté de la presse le 03 novembre 2022, en décidant de suspendre pour deux mois, Joliba TV News de son autorisation d'établissement, d'exploitation et de diffusion.

Cette suspension arbitraire fait suite à sa mise en demeure en date du 12 octobre 2022, en réaction à l'éditorial du 30 septembre 2022 du journaliste Mohamed Attaher Halidou qui faisait une analyse de la situation au Mali après le retour du Premier ministre par Intérim qui avait prononcé un discours à la tribune des Nations-Unies.

La HAC reproche à Joliba TV News des « manquements et violations graves et répétées aux dispositions substantielles du Code de déontologie du journalisme au Mali, des propos diffamatoires et des accusations infondées à son encontre, à l'encontre de l'état de la liberté d'expression au Mali et les autorités de la Transition ».

Pour le Parti SADI, il n'existe aucun élément crédible dans les accusations de la HAC à l'encontre de la Chaîne Joliba TV News et de son éditorialiste qui ont toujours respecté le Code d'éthique et de déontologie en donnant une information saine et équilibrée et en s'efforçant d'être un organe où l'accès égal à la prise de parole, à l'expression des idées et au débat contradictoire sont une réalité tangible. Au lieu de soutenir un tel média, la HAC se transforme en gendarme pour sanctionner toutes les réflexions critiques et pertinentes sur la situation sociopolitique au Mali qui n'arrangent pas les princes du jour. A l'inverse, certains activistes autoproclamés et pollueurs de l'espace médiatique qui colportent sur les réseaux sociaux rumeurs, mensonges délibérés, fakes news pour accabler, discréditer et porter atteinte à l'honorabilité de certaines personnalités politiques s'en tirent toujours à bon compte et bénéficient d'une large mansuétude.

Le Parti SADI :

- Condamne cette suspension de la HAC et exprime son soutien total à Joliba TV News et à son éditorialiste ;
- Lance un appel à la mobilisation générale de tous les démocrates et

**Mali : Une opération ville morte à de Gao contre la dégradation sécuritaire dans la région nord**



**Des syndicats et organisations de la Société civile ont appelé mardi à une opération « ville morte » dans la région de Gao dans le nord du Mali pour protester contre la dégradation de la situation sécuritaire dans cette zone en proie aux attaques jihadistes.**

**L**es syndicats de la région de Gao ont appelé à un arrêt de travail de 48 heures mardi et mercredi pour protester contre « l'insécurité grandissante et l'inaction du Gouvernement » à inverser la donne. Les trois Centrales syndicales signataires de l'appel exigent « une riposte sécuritaire, le rappel à l'ordre de certains agents des forces de sécurité qui s'adonnent à des dérives d'intimidation et de racket non justifiés et la fin de l'ingérence de certaines personnalités dans les dossiers judiciaires des délinquants mis aux arrêts ».

Dans la ville de Gao, l'administration, la gare routière, les marchés étaient fermés mardi matin et la circulation était très réduite. Dans la ville d'Ansongo, à une centaine de kilomètres au sud, des organisations de la société civile avaient annoncé auparavant leur intention de mener des actions de désobéissance civile mardi et mercredi, telles que le refus de payer des taxes ou le blocage des voies d'accès à la ville.

Selon l'ONU, la situation sécuritaire dans la région nord du Mali « s'est considérablement dégradée » depuis le début de l'année 2022, notamment à cause de la recrudescence des attaques terroristes et l'expansion du groupe État islamique.

Les soldats français se sont retirés du Mali sur fond de crise diplomatique entre Paris et Bamako. Les nouvelles autorités de la transition, issues du coup d'État de mai 2021 ont renforcé leur coopération avec la Russie, faisant appel à des « instructeurs » russes considérés comme des mercenaires de la société de sécurité paramilitaire privée « Wagner » par plusieurs diplomates et médias occidentaux.

Source : Agence Afrique

de tous les Maliens, des associations de défense de la presse, pour défendre les libertés publiques, notamment la liberté de presse et d'expression chèrement acquise et dire non à la conspiration du silence. Bamako, le 08 novembre 2022

Le Bureau Politique

Source : InfoMatin

## Mali : Commémoration de l'an II de la disparition du président ATT

La ministre de l'éducation nationale a présidé ce mercredi 09 novembre 2022, à la cérémonie de don de la fondation Amadou Toumani Touré pour l'enfance au groupe scolaire de Sébénikoro en commune 4 du district de Bamako.

C'était en présence de Madame Touré Lobbo Traoré, Présidente de la Fondation, des légitimités traditionnelles, de hauts cadres de l'administration et des amis de Feu Général ATT.

1500 kits contenant tous les matériels didactiques, des kits vestimentaires, rénovation de salles de classes, entre autres ont offerts.

La projection d'un film a permis aux invités de s'enquérir les détails du projet. La Fondation s'active dans l'humanitaire et accompagne plusieurs

établissements et autres projets sociaux à travers le pays.

Tour à tour, les différents intervenants sont revenus sur les valeurs qu'incarnait, Feu, le Président Amadou Toumani Touré y compris son engagement à l'endroit de milliers d'enfants maliens.

Près de 40 millions de FCFA ont été investis dans cette opération hautement humanitaire.

700 kits seront bientôt remis à la disposition de trois autres établissements pour soulager les élèves et leurs parents.

Feu Général Amadou Toumani Touré laisse un grand héritage au Mali, à l'Afrique et à la postérité.

La Ministre Sidibé Dédéou Ousmane a salué ce geste humanitaire qui vient soulager les apprenants et leurs familles. Une remise de kits suivie d'une photo de famille de la cheffe du département avec les élèves des trois écoles du groupe scolaire de Sébénikoro a mis fin à la cérémonie.

CELLULE DE COM-MEN



[www.malikile.com](http://www.malikile.com)





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

# Prêts fictifs de 200 milliards à la BMS-Sa : L'ex DG Alioune Coulibaly, l'homme à abattre ?

Une affaire de prêts bancaires fictifs, de 200 milliards de FCFA, fait couler beaucoup d'encre et de salive au Mali. Ladite affaire impliquerait, selon plusieurs confrères, la Banque malienne de solidarité (BMS-SA). Certains médias mettent carrément en cause l'ancien DG Alioune Coulibaly, pour ce grand trou financier.

**U**n an auparavant, les administrateurs de la Banque malienne de solidarité (BMS-SA) procédaient au remplacement de son directeur précité, par M. Lanfia KOITA, précédemment Conseiller Spécial du Directeur Général.

Nonobstant son CV alléchant et sa riche expérience dans le domaine bancaire, il semble que l'actuel Directeur de la Banque malienne de solidarité doive affronter la tempête. Si, pour la Commission Bancaire de l'UMOA, la

BMS. SA est l'un des établissements bancaires d'importance systémique national, il faut rappeler le rapport de la BCEAO d'octobre dernier, qui reprochait à trois Banques de l'espace UEMOA, dont une au Mali, d'être à l'origine de blanchiment d'argent.

Selon le bihebdomadaire Mali Tribune, cité par le Journal Le Nouveau Courrier, la banque concernée a été sanctionnée, et devrait payer environ 300 millions de FCFA à titre d'amende à la BCEAO.

## Qu'en est-il au juste ?

A ce jour, les éléments à notre disposition indiquent que, ni sous la gestion de l'ancien DG, Alioune COULIBAL, ni à l'occasion de son remplacement, aucune difficulté n'a été soulevée ni de scandale financier signalé. Mieux, la passation des charges, se serait bien déroulée. D'où la surprise de l'intéressé face aux « informations », distillées dans plusieurs médias, tendant à le présenter comme celui qui aurait facilité le scandale !

Comment comprendre, en effet, que ce trou financier ne soit découvert qu'après son départ ? Le moins qu'on puisse dire est qu'une campagne de salissement est en cours. Pour certains, M. Alioune COULIBALY est devenu ni plus ni moins une cible à abattre.

Nous y reviendrons...

■ Binadjian Dumbia





# Lutte contre les changements climatiques : **Pollueurs payeurs ?**

**Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maïga a mis un accent particulier sur le devoir moral des gros pollueurs à assumer pleinement leurs responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques. Aussi, il a réaffirmé l'importance que les autorités de la transition accordent aux défis en la matière. C'est, du moins, ce qu'on retient de son discours tenu à l'occasion de la 27e session de la Conférence des Parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à Charm el-Cheikh, en Egypte le mardi 8 novembre 2022.**

**S**elon Abdoulaye Maïga, « Les Hautes Autorités du Mali accordent un ordre de priorité élevé aux défis posés par les changements climatiques, en raison de notre vulnérabilité particulière aux plans climatique, environnemental et écologique ». Les changements climatiques représentent un grand défi pour le Mali. Ce phénomène touche

et menace les secteurs clefs du développement national. Il s'agit entre autres de l'eau, de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des forêts et de la santé.

On observe en effet une augmentation des températures, une diminution des précipitations (si l'on examine les tendances au cours des trois dernières décennies) et une progres-

sion de la désertification. On observe également un accroissement des événements climatiques extrêmes, tels les sécheresses et les inondations. La variabilité du climat et le changement climatique aggravent les pressions anthropiques sur les terres, l'eau et les autres ressources naturelles.

La participation du Mali à la Cop 27 permettra donc de mettre l'accent sur ses défis et d'exposer ses stratégies pour renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique.

Dans son discours, le premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga a souligné que le Mali est doté d'un arsenal juridique adapté en matière de réponses aux effets des changements climatiques, comme le Cadre Stratégique pour une Economie Verte et résiliente au Climat, ou le document de Contribution Déterminée au niveau National (CDN), dans lequel notre pays s'engage à une réduction moyenne de 40% d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030.

Egalement, il a saisi l'occasion pour relever



l'importance de la problématique du financement du climat, de manière ambitieuse, robuste et flexible. « **Cela nécessitera, assurément, une transformation et une réforme fondamentale de l'architecture financière des banques multilatérales de développement et une réforme de la gouvernance mondiale, afin de mieux faire face à l'urgence climatique, et ce, dans le cadre d'une approche globale de transition équitable pour assurer un développement durable au bénéfice exclusif des populations affectées** », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, il a souligné l'impérieuse nécessité pour les plus gros pollueurs d'assumer pleinement leurs responsabilités dans la lutte contre les changements climatiques. « **En effet, les promesses non tenues sont de nature à affecter la survie de l'humanité** », a-t-il avancé.

« **La République du Mali reste convaincue, aujourd'hui, plus que jamais, de l'importance de conjuguer nos efforts communs et d'agir ensemble, de manière sincère et transparente afin que la présente COP27**

**ne soit pas une messe de plus, encore moins un rendez-vous manqué pour l'humanité dans la quête de préservation de la planète terre et dans notre ambition collective d'assurer un développement durable pour les générations présentes et futures** », a-t-il souhaité.

En effet, au cours de la cérémonie d'ouverture du sommet, le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi a, lui aussi, appelé les pays développés à honorer leurs engagements afin d'aider les pays en développement qui souffrent le plus de la crise climatique.

M. Al-Sissi a appelé les dirigeants mondiaux à prendre des mesures réelles et concrètes, pour réduire leurs émissions de carbone, améliorer les dispositifs d'adaptation aux conséquences du changement climatique et fournir les financements nécessaires aux pays en développement qui souffrent le plus de la crise climatique actuelle.

« **Il est nécessaire que les pays en développement, en particulier sur le continent africain, sentent que leurs priorités sont prises en compte et suscitent une réac-**

**tion** », a-t-il affirmé.

« **Ces pays assument leurs responsabilités dans la mesure de leurs capacités et du montant des soutiens et des financements versés, conformément au principe de responsabilités communes mais différenciées** », a ajouté M. Al-Sissi.

Dans le même sens, le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a mis en garde les dirigeants mondiaux contre les défis climatiques actuels.

« **Nous nous trouvons sur une autoroute climatique vers l'enfer, et nous avons toujours le pied sur l'accélérateur. La planète approche rapidement d'un point de basculement qui rendra le chaos climatique irréversible** », a-t-il prévenu.

« **L'humanité devrait "coopérer ou périr" face aux crises internationales qui ont déjà mis à mal les économies et ébranlé les relations internationales** », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra





# Commissariat à la Sécurité Alimentaire : Des résultats probants malgré les difficultés conjoncturelles

La cérémonie d'ouverture officielle de la première session du Comité d'analyse et d'identification du Cadre Harmonisé des populations en insécurité alimentaire, au titre de l'année 2022-2023 délocalisée à Ségou, a été présidée par le Ministre, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali. C'était en présence du Directeur de cabinet du gouverneur de la région de Ségou, Afel Boubacar Yattara, du Coordinateur du Cluster Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des partenaires techniques et financiers, Théodore Kaboré et du Coordinateur du Système d'alerte Précoce, Moussa Goita.

Les résultats de ce cadre référentiel fournissent un indicateur important pour apprécier les décisions du Commissariat à la Sécurité Alimentaire et autres acteurs du domaine. En effet, ces résultats sont basés sur la participation inclusive de tous les acteurs, à travers un processus consensuel et transparent qui permet d'analyser la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos pays.

L'originalité de cet exercice réside dans la crédibilité des groupes d'analystes, dont le sérieux laisse présumer une analyse rigoureuse, qui autorise une cartographie de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays. D'où l'importance de cette rencontre de Ségou qui regroupe une centaine des experts, venus de tous les départements sectoriels, impliqués dans les questions de Sécurité Alimentaire et

nutritionnelle.

Le Coordinateur du Cluster Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des partenaires techniques et financiers, Théodore Kaboré dira que l'efficacité et la pertinence de cet exercice reposent sur la rigueur des analystes, respectueux des différents protocoles établis. « **Concernant les preuves, je salue les efforts du SAP et ses partenaires ayant permis de réaliser les grandes enquêtes nationales (ENSAN, OA, Système expert). Pour le second point, je nous interpelle tous à faire une analyse sans complaisance, pour qu'au sortir de cet exercice, aucun Malien en besoin d'assistance ne soit laissé de côté** », a-t-il exhorté.

Avant d'ajouter : « **Permettez-moi de réitérer ma reconnaissance à l'équipe du SAP**

pour le travail acharné, parfois dans des conditions très difficiles. Permettez-moi également de remercier l'ensemble des partenaires du SAP pour le soutien financier et technique continu. J'ai nommé le PAM, la FAO et les ONG. Pour ce cycle d'enquêtes – Cadre Harmonisé d'Octobre / Novembre 2022, le PAM et la FAO par exemple ont engagé plus de 400 millions en soutien aux efforts de l'Etat ».

A l'entame de ses propos, le Ministre, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, Redouwane Ag Mohamed Ali, a rappelé l'importance de ce cadre pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

« **Comme vous le savez, le Cadre Harmonisé est devenu l'outil de référence de toutes les actions de sécurité alimentaire conjoncturelle au Mali. C'est pourquoi les résultats de vos travaux sont vivement attendus pour permettre au Gouvernement et ses partenaires d'anticiper la gestion des questions de vulnérabilité alimentaire. Ce Cadre, étant basé sur la combinaison de plusieurs indicateurs, je vous invite donc à examiner attentivement l'ensemble des informations à votre disposition. Je reste convaincu que vos fructueuses discussions contribueront à cibler sans complaisance, selon l'approche Cadre Harmonisé, les populations les plus vulnérables et à proposer les réponses les mieux appropriées** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



UNITED NATIONS  
United Nations Multidimensional  
Integrated Stabilization Mission  
in Mali



NATIONS UNIES  
Mission multidimensionnelle intégrée  
des Nations Unies pour la stabilisation  
au Mali

## Communiqué de presse MINUSMA

**N**ote trimestrielle des tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et du droit international humanitaire au Mali

**1er juillet – 30 septembre 2022**

Bamako, le 9 novembre 2022 – La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) publie aujourd'hui sa Note trimestrielle des tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et du droit international humanitaire au Mali. La Note couvre la période du 1er juillet au 30 septembre 2022.

Durant cette période, et dans un contexte marqué par une situation sécuritaire difficile et complexe, la MINUSMA a documenté 375 violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire (243 civils tués, 55 enlevés/disparus et 77 blessés). Ces données documentées représentent une baisse de 20 pour cent comparativement au trimestre précédent (467 cas recensés, dont 317 civils tués, 73 enlevés/disparus et 77 blessés).

Sur ce total de 375 violations et atteintes aux droits de l'homme, la MINUSMA a documenté 163 atteintes aux droits de l'homme imputables aux groupes tels que le Jamā at nu rat al-islām wal-muslimīn (JNIM), l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) et autres groupes similaires au cours de la période en revue, soit un pourcentage de 43 pour cent de l'ensemble des violations et atteintes documentées. Ces chiffres représentent une baisse de 45 pour cent en comparaison au trimestre précédent (297 entre la période d'avril à juin 2022).

En ce qui concerne les milices et autres groupes armés d'autodéfense communautaires, ils ont été responsables de 33 atteintes aux droits de l'homme, soit 9 pour cent du total

des violations et atteintes répertoriées. Il s'agit là d'une baisse de 3 pour cent par rapport au trimestre précédent.

Les atteintes aux droits de l'homme imputables aux groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali s'élèvent à 17. Ce chiffre représente un pourcentage de 5 pour cent de l'ensemble des violations et atteintes et une hausse de 21 pour cent en comparaison avec le trimestre précédent. 2

En ce qui concerne les FDSM, la MINUSMA a documenté 162 violations de droits de l'homme imputables aux FDSM. Ces données indiquent une hausse de 33 pour cent en comparaison au trimestre passé et représentent 43 pour cent du total des actes de violence documentés.

Le centre du pays est demeuré l'épicentre des actes de violences, notamment la région de Bandiagara (101) suivie de celles de Gao (75), Ménaka (73), Mopti (50), Ségou (33), Douentza (23), Tombouctou (13), Kayes (4) et Koulikoro (3).

La MINUSMA se félicite de la réaffirmation par les autorités maliennes de leur engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Dans ce contexte, la

Mission relève les efforts déployés par les autorités maliennes dans la lutte contre l'impunité, y compris en relation avec les textes relatifs au code pénal, au code de procédure pénale et au code de justice militaire ; le renforcement de la compétence du Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale ; et la poursuite des formes contemporaines d'esclavage et pratiques assimilées. La MINUSMA réaffirme sa disponibilité à continuer à appuyer les autorités maliennes pour les aider à relever les défis existants et assurer une application plus effective des instruments juridiques internationaux pertinents auxquels le Mali est parti. Enfin, la MINUSMA a, au cours de la période sous examen, poursuivi ses activités de sensibilisation et de formation sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Significativement, la première phase du projet de renforcement de la coopération avec les FDSM s'est conclue en fin septembre 2022 par la formation de 18 formateurs qui animeront désormais des sessions de formation au profit des forces maliennes.

Source : Minusma







# Bientôt la rentrée académique 2022-2023



*Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité*  
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest  
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109  
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



[ucao.uuba@gmail.com](mailto:ucao.uuba@gmail.com)



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



[www.ucao-uuba.org](http://www.ucao-uuba.org)

# Transferts de compétences des ressources de l'état aux collectivités territoriales : Rattacher les ressources nécessaires aux compétences transférées

Le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Col Abdoulaye Maïga, non moins Premier ministre par intérim et porte-parole du gouvernement, et les membres de la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT), se sont réunis le jeudi 3 novembre 2022 dans la salle de conférence du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. C'était à l'occasion de la 2ème session du Comité technique des transferts de compétences des ressources de l'État aux collectivités territoriales.

Pour la circonstance, le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Col Abdoulaye Maïga, a souligné qu'il s'agit d'une volonté de transparence de l'action publique et d'un portage partagé de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation. C'est cette amélioration, précise-t-il, qui justifie « les réformes, que nous serons amenées à conduire dans les mois à venir, pour restaurer la confiance des populations, par la qualité des services rendus ».

À l'en croire, la décentralisation n'a de pertinence que par la satisfaction que les populations en tirent. Il s'agit d'une politique publique, qui responsabilise davantage les populations dans la gestion de leurs affaires locales, notamment l'assainissement, l'accès à l'eau, la santé, le cadre de vie et d'autres compétences que l'État transfère aux collectivités territoriales.

Pour le ministre, les transferts des compétences, engagés en 2002 avec les trois premiers décrets, ont permis d'améliorer significativement l'accès à l'éducation, la santé et l'hydraulique urbaine et rurale. Il a ajouté qu'à ce jour, vingt et un (21) décrets fixant les détails des compétences transférées de l'État aux collectivités territoriales ont été adoptés. Sur ce nombre, les transferts sont effectifs dans seulement quatre domaines, notamment l'éducation, la santé, l'hydraulique et la formation professionnelle. Ainsi, il a insisté sur la quête de la légitimité par la constance, la consistance et la pérennité des acquis. « Les transferts de compétences n'ont pas toujours été suivis des transferts de ressources ; en témoigne, les 25,17% du taux de



transferts, qui sont en dessous de l'objectif visé de 30%. Toutefois, ce taux, malgré les difficultés, est une source de satisfaction. Il est supérieur à l'objectif de l'UEMOA, qui est de 20% de transferts de ressources de l'État aux Collectivités territoriales, assigné aux Etats membres à l'horizon 2030 » explique-t-il.

Et d'ajouter que cet idéal ne peut être atteint que par l'effort conjugué de tous les acteurs. « Ainsi, de trois niveaux de collectivités territoriales, région, cercle et commune, l'option a été prise de maintenir la région et la commune. Cette option se justifie par le recentrage des missions assignées à la région et la commune et une quête d'améliorer la qualité des services rendus aux populations par l'affectation des ressources dédiées aux collectivités à l'investissement.

Par ailleurs, le district de Bamako connaîtra des mutations visant l'amélioration de la coordination des services rendus à nos concitoyens par une unicité de la prise de décisions et le renforcement des prérogatives du Maire du district dans la coordination et la conduite des actions de développement » a déclaré le Col

Abdoulaye Maïga.

À ses dires, ce comité se tient dans un contexte particulier marqué par l'adoption par le Gouvernement des projets de textes relatifs à la réorganisation administrative et territoriale, le 19 octobre 2022. « Je précise que cette réforme, que nous avons conduite de manière inclusive et participative, contribue à la mise en œuvre du Plan d'Action du Gouvernement de transition et en articulation avec les recommandations des Assises nationales de la refondation (ANR). Elle a permis également d'apporter les ajustements attendus à notre politique nationale de décentralisation en renforçant davantage les rôles et missions des collectivités territoriales avec un accompagnement de qualité de l'État. L'ensemble de ces réformes doivent contribuer à améliorer la gouvernance des collectivités territoriales et les services rendus » a-t-il conclu.

Abréhima GNISSAMA  
Source : Mali Horizon



# Nouvelle constitution :

## CRI 2002 fait des propositions



**L**e président du Cercle de réflexion et d'information pour la consolidation de la démocratie au Mali (CRI 2002), le Dr Abdoulaye SALL, a animé, ce mardi 8 novembre 2022, une conférence de presse sur le thème Avant-projet de constitution : enjeux, défis, opportunités pour le Mali du 21e siècle. C'était à la Maison du partenariat Angers-Bamako. D'entrée de jeu, le président de CRI 2002, le Dr Abdoulaye SALL, a remercié et félicité les autorités de la transition et l'équipe de rédaction de l'avant-projet de nouvelle Constitution. Selon lui, après les phases de conceptions et d'élaboration de l'avant-projet, il est maintenant question de recevabilité et du contrôle citoyen.

Le conférencier a jugé nécessaire de rappeler la définition de la démocratie qui est : le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Selon le Dr SALL, la Constitution n'est ni plus ni moins qu'un document écrit dont le contenu porte essentiellement sur l'organisation de la démocratie et de l'État de droit dans un pays donné.

« La Constitution est à la fois désirable et redoutable, impartiale et imperfectible, car il s'agit de réussir le pari de la séparation des pouvoirs », a-t-il souligné.

Ainsi, pour situer la problématique, les enjeux, les défis et les opportunités de l'avant-projet de Constitution, le Dr Abdoulaye SALL a paraphrasé Montesquieu qui affirmait : « Dans un

pays démocratique, il n'y a point de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si la puissance de juger était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire, car le juge serait législateur. Si elle était jointe à la puissance exécutrice, le juge aurait la force d'un oppresseur ».

Le conférencier a soutenu que quand le pays se trouve bloqué, il faudrait avoir l'humilité et la fibre patriotique de retourner et de chercher le bon chemin. Pour lui, il s'agit de voir ensemble sur quoi le Peuple peut être d'accord. « Il est clair que par rapport à l'indivisibilité du pays et aux symboles de la République comme la devise, il y a l'unanimité autour de ces valeurs. Mais il y a des principes et des valeurs autour desquelles les Maliens sont divisés. Ce qui est normal, parce qu'il s'agit d'un référendum constitutionnel. Donc il s'agit de réviser ou de changer de Constitution. Dans cet avant-projet de Constitution, il y a 195 articles alors que dans la Constitution en vigueur il y a 112 articles. Cela veut dire qu'il y a beaucoup de problèmes qui divisent les Maliens. Il revient aux Maliens de se dire que chacun ait sa vérité, mais la vraie vérité se trouve au milieu, c'est-à-dire sur l'intérêt du Mali », a affirmé le Dr Abdoulaye SALL.

Il a fait savoir que CRI 2002 travaillait sur un certain nombre de thématiques comme la pro-

blématique de la cohabitation qui est une réalité du 21e siècle.

« Si jamais au cours des élections législatives, la majorité à l'Assemblée nationale n'est pas du même camp politique que le Président démocratiquement élu, comment ils vont cohabiter. Donc, au niveau du titre portant pouvoir exécutif, il faut un chapitre consacré à la problématique de la cohabitation entre un parlement majoritaire et un Président de la République dont le parti est minoritaire », a alerté le président de CRI 2002.

De même, il estime qu'il faudrait aussi régler le problème de la laïcité.

« Nous ne pouvons pas nous contenter de la laïcité à la française qui a été décrétée en 1905 pour séparer l'Église de l'État. En France l'Église a précédé l'État, ce qui n'est pas le cas au Mali », a expliqué le Dr SALL. Selon lui, dans un État démocratique, quand l'État est laïc dans sa dimension politique, quelle qu'en soit votre religion, vous pouvez faire acte de candidature pour être Président, député...

Mais, fait-il remarquer, l'État du Mali n'est pas laïc dans sa dimension population. « Chaque population confesse dans la religion de son choix. Pour le cas du Mali, il faut une laïcité multiconfessionnelle pour que la société soit en phase avec l'État », a suggéré le président de CRI 2002.

Par ailleurs, il a rappelé que la Constitution française de 1958 a été révisée 14 fois. Pour lui, il est étonnant que le Mali n'arrive pas toujours à réviser une seule fois sa Constitution.

« Au Mali, on ne peut changer aucun article, aucune virgule sans référendum constitutionnel, alors qu'il y a le référendum législatif. Certaines dispositions de la Constitution doivent pouvoir être révisées par les deux chambres, mais d'autres par référendum constitutionnel. Si ces dispositions étaient prévues dans la Constitution du 25 février 1992, il n'y aurait pas des blocages et on aurait eu notre Sénat, notre Cour des comptes et d'autres institutions que nous voulons », a expliqué le président de CRI 2002.

Il a enfin appelé les Maliens à faire preuve de patriotisme intelligent quand l'intérêt général est en cause.

Par Modibo Koné  
Source : info-matin

## Vendeurs ambulants aux feux : Des cas de mendicité déguisée

**Au Mali, si certaines personnes s'activent, pendant les vacances et durant toute l'année, à la vente des accessoires de véhicules, des gadgets divers, des légumes dont des sachets de citron, d'autres se cachent derrière cette activité pour faire la mendicité.**

**A**ux feux tricolores et sur les grandes voies, des jeunes vendeurs ambulants se baladent sous le chaud soleil, entre les automobilistes, motocyclistes, piétons, proposant leurs différents produits à la vente. Conscients du risque qu'ils courent, ces jeunes préfèrent plutôt courir derrière la recette, le revenu du jour.

Aux différents feux tricolores de la ville de Bamako des jeunes gens se promènent, se baladent entre les usagers, jusque tard dans la nuit. Objectif ? Rentrer à la maison avec quelques pièces en poche dans le but de sub-

venir à leurs besoins quotidiens.

Si cet acte est apprécié par la plupart des gens, force est de reconnaître que certains d'entre eux, font de la mendicité déguisée. Ce phénomène de mendicité déguisée est plus fréquent aux feux tricolores de Garantibougou en passant par le feu tricolore de la route menant à l'aéroport. Ces gens qui se font passer des vendeurs ambulants sont âgés de 15 à 18 ans. Avec leurs articles des véhicules à la main, ils viennent pour vous les proposer, à la mesure où vous dites non ; ou secouez votre tête pour exprimer la négation, ils se mettent

à dire « grand frère, je n'ai pas mangé durant toute la journée, s'il te plaît, donne-moi quelques pièces de jetons ». Le hic est que si vous satisfaisiez leur demande, la même personne continue de demander à d'autres usagers jusqu'à tomber sur vous un autre jour sans se rendre compte.

Cette forme de mendicité semble être au vu des observateurs plus dangereux que celle connue par tous. Ce phénomène si rien n'est fait, pourrait donner une mauvaise image à l'activité des vendeurs ambulants derrière laquelle ces personnes se cachent. Il urge donc de freiner ce fléau afin que d'autres vendeurs ambulants qui ne sont pas dans cette mendicité déguisée, ne soient pas tentés, car parfois ces jeunes gens qui s'en donnent à cette activité malsaine gagnent trois fois plus que des vrais vendeurs ambulants.

Lamine BAGAYOGO  
Source : Mali Horizon





# Opération Barkhane : Macron officialise la fin

Le Chef d'État français a annoncé la fin de l'opération militaire française au Sahel, hier mercredi 9 novembre 2022 à Toulon. Le 16 août 2022, le dernier soldat français avait quitté le sol malien dans un contexte de tension entre la France et les autorités de la transition...



Comme annoncé, Emmanuel Macron a officialisé la fin de l'opération Barkhane, hier mercredi 9 novembre à Toulon, dans un discours, portant sur la nouvelle « Revue nationale stratégique ».

« Notre soutien à nos partenaires se poursuivra, mais selon les nouveaux principes définis avec eux », a-t-il précisé. Cette annonce confirme la transformation radicale de l'opération Barkhane depuis la décision, en février 2022, de quitter définitivement le Mali, où l'appui français était désormais rejeté par Bamako. La nouvelle stratégie française en Afrique sera, elle, « finalisée d'ici six mois », a précisé Emmanuel Macron : « Nous lancerons dans les prochains jours une phase d'échanges avec nos partenaires africains, nos alliés et les organisations régionales pour faire évoluer ensemble le statut, le format et les missions des actuelles bases militaires françaises au Sahel et en Afrique de l'Ouest ».

L'annonce de la fin de Barkhane est sans

conséquence immédiate sur le dispositif militaire français au Sahel, qui comprend environ 3000 militaires au Niger, au Tchad et au Burkina Faso, après avoir compté jusqu'à 5500 hommes au plus fort de son déploiement. « Nos interventions doivent être mieux bornées dans le temps. (...) Nous n'avons en effet pas vocation à rester engagés sans limite de temps dans des opérations extérieures », a justifié le Chef de l'État.

## Des discussions avec l'Allemagne et le Royaume-Uni

Emmanuel Macron a également annoncé la tenue, au premier trimestre 2023, d'un sommet franco-britannique. « Notre partenariat avec le Royaume-Uni doit aussi être porté à un autre niveau, et je souhaite que nous reprenions activement le fil de notre dialogue sur les opérations, les capacités, le nucléaire et le domaine hybride et renouer avec l'ambition qui sied à nos pays

amis et alliés », a-t-il expliqué.

Le président de la République a, dans le même temps, plaidé pour un renforcement des liens avec l'Allemagne, « un partenaire indispensable ». « De l'équilibre de notre partenariat dépend (...) pour partie la réussite du projet européen ».

## L'influence, « fonction stratégique » de la Défense

Dans un contexte de durcissement de la lutte informationnelle dans le monde, le président promet : « Nous ne serons pas des spectateurs patients », assistant à la propagation de fausses informations ou de narratifs hostiles à la France, et « convaincre fait partie clairement des exigences stratégiques », a-t-il déclaré, annonçant que ce combat sera accompagné de « moyens substantiels ».

■ Binadjon Doumbia

## Éric Zemmour : Le Grand Remplacement

**E**ric Zemmour a dû en avaler sa prothèse dentaire : ce 25 octobre aura été pour lui une journée noire, celle où un « non Blanc » a été nommé au poste de Premier Ministre de la plus vieille démocratie européenne, sans même avoir eu besoin de passer par des élections ! Son profil est sans précédent : il ne s'appelle pas John ou Edward, mais Rishi, il est fils d'immigrés de relative fraîche date puisque ses parents ne sont venus en Angleterre qu'après l'indépendance du Kenya où leur famille s'était établie après avoir quitté son Pendjab natal. C'était déjà un scandale qu'il ait pu occuper un poste aussi prestigieux que Chancelier de l'Échiquier, sans que jamais aucun britannique n'ait posé la question de savoir si on pouvait être ministre de Sa Majesté et porter un prénom qui ne figure pas dans le calendrier chrétien, et le voilà maintenant à la place qu'avait occupée Churchill !

Comme les malheurs volent en escadrille, ce fils d'immigrés, plutôt que de se marier avec une blonde galloise aux yeux bleus, a épousé ce qu'on appelait autrefois une « indigène », une vraie indienne d'Inde, pas même une britannique d'origine indienne, une étrangère, quoi, au faciès qui n'a rien de celtique ! Enfin, pour ne rien arranger, alors même qu'elle était l'épouse d'un ministre, elle a conservé sa nationalité indienne, se contentant du titre de « résidente britannique non domiciliée », elle est à la tête d'une fortune, supérieure à celle du roi d'Angleterre, n'a nul besoin d'un job à la Pénélope Fillon, et continue à gérer ses affaires, dans son pays natal, avec comme associé principal son propre frère, un...indien.

Il y a là, déjà là de quoi donner une crise d'urticaire à Éric Zemmour, mais le pire est à venir. En effet les époux Sunak ont des enfants, mais sans doute n'ont-ils pas écouté les injonctions que Zemmour avait faites au père de Hapsatou Sy, en lui enjoignant de rebaptiser sa fille Corinne, ou les reproches qu'il avait formulés contre Rachida Dati, coupable à ses yeux d'avoir appelé sa fille Zohra, puisqu'au lieu de donner à leurs enfants des prénoms comme on en rencontre à Londres ou à Édimbourg, ils ont poussé la provocation jusqu'à appeler leur fille Krishna, prénom très rare chez les personnes de sexe féminin, et qui est celui de la divinité centrale de l'hindouisme. On l'aura



compris : Rishi Sunak est hindouiste pratiquant, ne boit pas d'alcool et ne se cache pas pour dire que, s'il est « profondément britannique, (sa) religion, (son) héritage culturel et (son) épouse sont indiens » !

Cela nous change de Rachida Dati et de Rama Wade qui affirmaient, l'une qu'elle était française de France et l'autre qu'elle est « française née à l'étranger », mais cela souligne surtout le gouffre qui sépare l'assimilation à la française de l'intégration telle qu'elle est vécue dans les pays anglo-saxons.

Peut-on en effet imaginer qu'en France, aujourd'hui, le Premier Ministre ait pour nom Abdel Kader Ben X..., qu'il soit né de parents algériens, qu'il se revendique musulman pratiquant, qu'il soit marié avec une femme de nationalité algérienne et père d'un petit Mohamed ? On ne peut pas, parce que c'est tout simplement inimaginable et si Éric Zemmour et ses partisans, ont vécu un vrai séisme, c'est en réalité la majorité des Français qui sont tombés de leurs chaises à l'annonce de ce qui s'est passé aujourd'hui en Angleterre.

Depuis l'avènement de la Ve République, il y a plus de soixante ans, jamais en France, on n'a confié les responsabilités de président de l'As-

semblée nationale, de Premier Ministre, de chef d'état-major des armées ou de maire de Paris à un Français issu des peuples autochtones du Maghreb, d'Afrique Noire, ou même des départements et territoires d'Outre-Mer... Aucun « non-souchien », comme disent certains, n'a été ministre dans des fonctions régaliennes, à deux exceptions près, et ceux qui avaient été promus ministres ont exercé leurs missions dans des départements secondaires, le sport, la francophonie, les relations avec l'outre-mer...ou sont restés confinés sur les strapontins de secrétaires d'état. Les deux exceptions, Christiane Taubira, à la Justice sous François Hollande et Pap Ndiaye, nommé à l'éducation par Emmanuel Macron, représentent, pour ainsi dire des alibis ou des prises de guerre. La première a compris, après quelques mois au cours desquels elle avait été accueillie quelquefois par des cris de singe, qu'elle ne pouvait pas tout cautionner, et le second, dont le patronyme reste imprononçable en France, est accusé « d'indigénisme », sans même avoir eu le temps de faire ses preuves.

Les Français auraient pu pourtant, pour une fois, prendre exemple sur nous, puisque depuis



son indépendance, notre pays a eu deux ministres d'origine française, naturalisés sénégalais, auxquels on n'a jamais demandé de renier leurs noms ou leur foi et auxquels on n'a même jamais reproché de ne pas porter des tenues africaines !

Oui, pour une fois, j'ai un peu de compassion pour Éric Zemmour ! Après sa déculottée aux élections présidentielles, lui qui se voyait déjà Chef de l'État, qui avait prévu que, pour son premier déplacement à l'étranger, il se rendrait en Algérie pour restituer à ce pays toutes ces OQTF dont il ne peut plus tolérer la présence en France, voilà que la perfide Albion lui assène un coup dont il aura du mal à se relever. Après avoir élu un maire d'origine pakistanaise et musulmane à la tête de sa capitale, la première place financière d'Europe, elle enfonce le clou en portant à la tête de son gouvernement un homme d'origine indienne et hindouiste ! Qu'advient-il désormais de l'héritage judéo-chrétien que Zemmour voulait préserver de l'invasion islamiste et africaine et la Grande Bretagne mérite-t-elle encore d'être considérée comme une nation européenne ?

Zemmour avait prédit le Grand Remplacement, mais il n'imaginait pas qu'il se ferait aussi par le haut. Il ne pouvait pas penser que ce remplacement ne pouvait pas être autre chose qu'une question de nombre et qu'au lieu de se cantonner aux fonctions d'éboueurs, de caissières ou d'agents de service, la horde d'immigrés qui trouble son sommeil, aurait l'impudence de prétendre à des postes de responsabilité, jusqu'à exercer le pouvoir suprême dans un pays européen.

Il ne lui reste plus désormais qu'un faible espoir pour préserver la pureté de l'Europe chrétienne : que Donald Trump revienne au pouvoir ! La Grande Bretagne reste après tout une île et avec l'aide de Trump, avec l'expertise qu'il a acquise en construisant un mur entre son pays et le Mexique, il pourrait l'aider, et aider ses amis de Hongrie ou d'Italie, à ériger un mur qui séparerait définitivement de l'Europe cette Angleterre où le ver est déjà dans le fruit!

Fadel Dia, écrivain sénégalais

## Après la chanson : La jeune artiste nigérienne dit être prête à épouser un guinéen " A cause de son admiration pour Toumba "



**T**ichou et Toumba. Alors que sa vidéo en hommage à Toumba est devenue virale sur la toile, la jeune artiste nigérienne Tichou a évoqué les raisons derrière cette chanson. Dans cette autre séquence la jeune femme dit être disposée à épouser un guinéen, à cause de l'homme fort du procès du 28 septembre 2009.

Accusé dans l'affaire du massacre de cette date historique, le commandant Aboubacar Diakité a brillé de mille feu lors de ses audiences. Sa bravoure, son éloquence, a séduit plus d'un. C'est le cas de Tichou, qui lui avait d'ailleurs dédiée une chanson.

Mais pourquoi ? La jeune femme nigérienne a dévoilé les motifs dans une interview.

« J'ai chanté pour Toumba parce que c'est quelqu'un que j'ai apprécié directement lors de son procès. Genre il était là, il était ouvert, il était tranquille, sans gêne, c'est quelqu'un en le voyant même tu vas l'aimer. »

Elle a également déclaré que rencontrer Toumba est l'un de ses rêves du moment. Au point qu'elle pourrait même effectuer le déplacement du Niger en Guinée-Conakry.

« Je peux dire que Oui, ça fait partie de mes rêves du moment. Bien-sûr j'aimerais le rencontrer un jour si Dieu le veut bien-sûr. »

Pourrait-elle effectuer le déplacement ? « Pourquoi pas ! Mais là on parle de Toumba, Toumba. Mais bien-sûr je le ferai. » a-t-elle répondu avant de partir en éclat de rire.

Plus loin, celle se fait appeler Tichou in the Niger se dit être prêt à marier un guinéen, à cause de son admiration pour Toumba.

« Avant je n'y avais pas pensé mais maintenant que Toumba fait partie de la Guinée, oui j'aimerais me marier avec un guinéen. » a-t-elle conclu.

Source : gnakrylive.com

# Mondial 2022 : Le Sénégal suspendu au sort de Sadio Mané

**A** dix jours du démarrage de la Coupe du monde au Qatar, la sortie sur blessure de la superstar, mardi soir lors d'un match de championnat opposant le Bayern Munich au Werder Brême (6-1), plonge son pays dans le désarroi. Le Sénégal est sur des charbons ardents. Presque tout un peuple en apnée. Et pour cause, un doute sérieux plane autour de la participation de Sadio Mané au Mondial qatari (20 novembre – 18 décembre 2022).

Pour le compte de la 14<sup>ème</sup> journée de Bundesliga, le Bayern Munich a laminé hier le Werder Brême à l'Allianz Arena (6-1). Dans ce match à sens unique, l'international sénégalais est sorti sur blessure à la 21<sup>ème</sup> minute. Six minutes plus tôt, sur une action anodine où il presse un adversaire, l'ancien joueur de Liverpool a été touché au genou. Un choc léger qui l'oblige néanmoins à s'asseoir sur le gazon. L'arbitre et ses partenaires viennent aux nouvelles. Le numéro 17 du Bayern leur explique son ressenti en se touchant la partie douloureuse.

Mané, au bord du terrain, a vu le Camerounais Éric Maxim Choupo-Moting rater un penalty qu'il aurait tiré s'il était resté sur la pelouse. Pendant un court instant, le 2<sup>ème</sup> au classement du Ballon d'Or France Football 2022 reçoit des soins du staff médical bavarois avant de reprendre sa place sur le côté gauche de la ligne d'attaque. Mais a dû, dans la foulée, être remplacé par Leroy Sané.

Aussitôt, la nouvelle fait le tour du monde. L'alerte rouge est déclenchée au Sénégal où Sadio Mané est l'âme de l'équipe nationale dont il est le meilleur buteur de l'histoire (34 réalisations) et incontestablement le maître à jouer.

L'Équipe, réputé média sportif français, lâche une bombe le lendemain quand il annonce en premier le forfait de l'enfant de Bambaly, un village du Sud du Sénégal, pour la Coupe du monde. Une information reprise en masse sans que l'on ne puisse dire avec exactitude la nature de la blessure.

Au pays de la Terranga (hospitalité, en langue wolof), on refuse d'y croire et on se veut rassurant. Sur Twitter, le président Macky Sall « souhaite (un) prompt rétablissement » à « Sadio, cœur de Lion ».

Dans ce contexte, le Bayern Munich qui emploie Mané a déclaré ce mercredi sur son site qu'il « s'est blessé à la tête du péroné droit ». En outre, le club allemand indique que « d'autres examens suivront dans les prochains jours » pour connaître la durée de l'indisponibilité, non sans assurer qu'il « sera en contact avec la partie médicale de la Fédération Sénégalaise de Football (FSF) ».

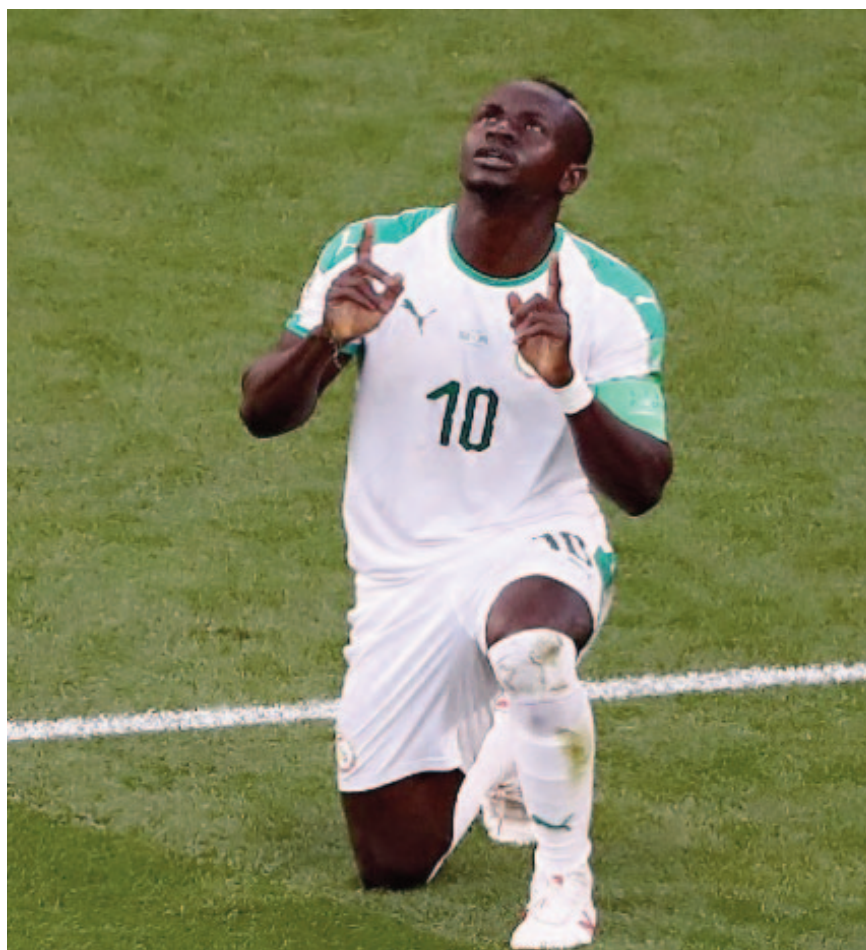
Vendredi prochain, Aliou Cissé, le sélectionneur national, fera face à la presse pour dévoiler sa liste définitive pour la grand-messe du football mondial. Le technicien aux dread-

locks, en poste depuis le 4 mars 2015, a bâti son équipe autour de Sadio Mané (30 ans). Le joueur formé à Génération Foot, à la périphérie de Dakar, est l'alpha et l'oméga d'une génération qui nourrit de grands espoirs au Qatar. L'élimination pour une histoire de cartons jaunes dès le premier tour en 2018, en Russie, reste en travers de la gorge.

Le Sénégal, champion d'Afrique en titre, est logé dans la poule A en compagnie du Qatar, de l'Équateur et des Pays-Bas. Les Lions en découdront le 21 novembre avec les Oranjes pour leur entrée en lice dans la compétition. Le pays hôte se dressera sur leur route quatre jours plus tard. Le 29 novembre, le capitaine Kalidou Koulibaly et ses compères défieront la Tri pour boucler la phase de groupes.

Tout cela semble bien loin. Pour l'heure, dix-sept millions de Sénégalais retiennent leur souffle. Sans Sadio Mané, le jeu de leur équipe nationale de foot est trop souvent insipide et inefficace. L'animation offensive repose en grande partie sur les exploits du Meilleur joueur africain de l'année 2019 et 2022.

Source : APA







## Bélier (21 mars - 19 avril)

La fin de semaine marque un bilan mitigé de votre évolution. Les tensions ne sont pas révélées, elles couvent et vous décelez que des collègues ne sont pas honnêtes. Restez discret sur votre ambition, pour avoir la paix, la discrétion est recommandée.

Vous craignez de manquer d'argent, mais en réalité vous tirez votre épingle du jeu et trouvez des moyens pour honorer vos règlements. Saturne en Capricorne vous donne de la discipline pour résister à toutes les tentations en attendant de meilleurs jours.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous mesurez tous les enjeux du jour, ce n'est pas le moment de flancher. On vous donne des responsabilités supplémentaires, votre marge de manoeuvre est restreinte. Vous puisez dans vos ressources l'énergie nécessaire pour mener à bien ce projet.

Si vous attendez de l'argent qu'une personne vous doit, manifestez-vous avant de perdre votre patience. Vos revenus sont conséquents, ce qui vous permet de faire des projets de grande envergure. Vous visez toujours plus haut, vous êtes ambitieux.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le temps est votre allié. C'est avec des étapes que vous évoluez dans un poste qui pour le moment, ne vous convient pas complètement. Des changements sont à venir et il règne un possible désordre dans votre service, ce qui vous rend légèrement irrité.

La prudence est de mise et pourtant, il est difficile de résister aux dépenses causées par les invitations ou la famille. Revoyez vos priorités pour garder une trésorerie correcte jusqu'à la fin du mois. Du bon sens est utile pour stabiliser le budget.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

En cette fin de semaine, vous vous montrerez très actif afin de tout régler avant votre départ en week-end ou en vacances pour certains d'entre vous. Vous serez d'une grande efficacité et n'aurez pas peur de bousculer vos habitudes de travail pour doubler votre capacité d'action.

Vos finances seront au coeur de vos préoccupations. Elles se portent bien. Vous en profiterez pour revoir votre budget, prendre quelques libertés afin de vous offrir des plaisirs auxquels vous renoncez d'habitude. Votre comptabilité sera nickel !



## Lion (22 juillet - 23 août)

L'ambition fait son retour et vous aimeriez être au-devant de la scène. Vous voici à la recherche d'un poste donnant des responsabilités. L'un de vos collègues peut vous communiquer de bonnes adresses pour réussir dans une nouvelle voie professionnelle.

Uranus en Taureau vous expose à des frais imprévisibles. Vous réfléchissez au renouvellement de votre véhicule. Seulement vous aimez le luxe et avez des rêves de grandeur dans vos acquisitions. Il est conseillé de laisser passer quelques jours et réfléchir.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Un de vos proches collaborateurs vous met des bâtons dans les roues. Vous subissez une mauvaise influence, on vous jalouse. Vénus vous conseille de vous méfier des apparences sans pour autant devenir parano. Aujourd'hui, surveillez vos arrières.

Votre situation financière n'est pas négative du tout, cependant n'oubliez pas de faire des petites vérifications de temps à autre dans la journée, une dépense oubliée pourrait mettre un petit bazar dans vos comptes. À part cela, tout se passe bien.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous travaillez bien tout en étant intransigeant. Vous attendez des performances de la part des collaborateurs. Pourtant ils ne travaillent pas au même rythme que vous. De l'irritabilité peut se faire sentir et relancer une relation tendue avec un collègue.

Pensez à faire passer les factures avant les loisirs. Vous êtes irrité par ces sacrifices, mais des concessions sont encore nécessaires. Votre revenu vous paraît insuffisant. Votre volonté pourrait fléchir lors d'un shopping et face à des articles de mode.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous bénéficiez d'une forte créativité ainsi que d'une très forte intuition. Ces deux atouts vous permettent de créer, d'innover, de proposer du jamais vu. Vous marquez des points, même si le résultat ne se fera pas sentir tout de suite. Ayez confiance !

Votre travail est sans nul doute votre meilleure source de revenus. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une prime ou de voir votre carrière progresser. Toutefois, ne vous emballez pas et ne dépensez rien avant d'avoir constaté que les sommes promises sont bien arrivées sur votre compte !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les conditions de travail sont désorganisées et la communication fait défaut. La Lune et Neptune en Poissons ne vous donnent pas satisfaction et vous font espérer un avenir professionnel meilleur. Un déséquilibre se fait sentir dans la répartition des tâches.

La gestion des finances est sujette à des dépenses guidées par des pulsions et les émotions. Les achats peuvent être dédiés à des produits liés à la décoration ou aux loisirs. Peu d'économies restent possibles, heureusement, la stabilité se maintient.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans votre profession, il est l'heure de vous affirmer beaucoup plus. Les nombreux encouragements de vos supérieurs hiérarchiques vous permettent de prendre de l'assurance. On vous confie des tâches à responsabilités, vous êtes convaincant.

Vous trouvez que le fait de mettre un petit pécule de côté pour les périodes un peu compliquées c'est une bonne idée. Secrètement vous constituez votre tirelire, lorsqu'elle aura suffisamment grossi, vous révélez cette belle surprise à votre famille.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous devez trouver des réponses à des situations. Votre poste professionnel est mené avec une bonne gestion et vos collègues vous sollicitent pour régler d'autres problématiques. Il faut fixer des limites, car l'un de vos collègues peut vous envahir.

Pour faire plaisir à vos proches ou à votre conjoint, vous pourriez craquer sur des articles qui ne sont pas prévus sur le budget. Votre générosité est l'une des causes qui entraînent les frais superflus et peu d'économies sont possibles pour le moment.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Décidément, il y a un contentieux qui dure entre vous et un supérieur... Cela nuit au climat et votre concentration s'en trouve affaiblie. Cependant, Saturne vient à votre secours et vous aide à mieux vous recentrer dans les moments les plus délicats.

Une bonne nouvelle pourrait vous parvenir concernant un reliquat de salaire ou de prime que vous n'espérez plus. Cette somme vous aidera à faire face à une dépense imprévue, mais inévitable. Épargnez-la pour les moments difficiles.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p><b>1110 Malikilé</b></p> <p>Crise au sein du RPM <b>Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</b></p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p><b>1111 Malikilé</b></p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali <b>Revoilà le Cadre d'Echanges</b></p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p><b>1112 Malikilé</b></p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !</p>	<p>Le Sommet de la CEDEAO : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p><b>1113 Malikilé</b></p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p><b>1114 Malikilé</b></p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Le Sommet de la CEDEAO : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p><b>1115 Malikilé</b></p> <p>Barikou Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté !</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p><b>1116 Malikilé</b></p> <p>Le top départ !</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p><b>1117 Malikilé</b></p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23